

Pourquoi la mobilisation de tous est nécessaire ?

Macron et son gouvernement prônent un modèle ultra-libéral : aucun secteur de l'activité humaine ne doit échapper à la loi de la concurrence, du marché et du profit privé.

Nous défendons un modèle solidaire celui de la Sécurité sociale et des services publics : une large part de la richesse produite doit être utilisée au profit de tous en assurant que les droits humains élémentaires soient garantis.

A ce modèle s'ajoute l'ensemble des conquêtes sociales des salariés, congés payés, convention collectives, code du travail et statut dans la fonction publique.

Macron et son gouvernement ont un programme et une stratégie, d'abord isoler et battre les cheminots puis appliquer de nouvelles coupes dans les services publics avec la suppression programmée de 120 000 fonctionnaires dont 50 000 fonctionnaires de l'État et mener à bien une nouvelle attaque contre la Sécurité sociale et notamment contre les retraites.

Une défaite des cheminots serait une défaite de tous les salariés de France, de tous les usagers, de tous les citoyens. Nous n'allons pas descendre dans la rue seulement par solidarité avec les cheminots.

Nous descendrons dans la rue pour nos services publics, nos hôpitaux, nos écoles, nos lignes de transports, nos bureaux de poste...

Nous descendrons dans la rue pour notre sécurité sociale, nos salaires, nos retraites, nos conditions de travail, nos statuts, nos conventions collectives, nos congés payés...

Nous descendrons dans la rue pour l'avenir de notre jeunesse, pour son droit aux études et pour ne pas lui laisser un monde de précarité et de concurrence entre tous.

Nous descendrons dans la rue parce que rien n'a jamais été acquis sans les luttes et sans les grèves.

Nous appelons tous les collègues qui le peuvent à participer aux manifestations qui auront lieu pendant les vacances.

Nous donnons RDV à tous pour la manifestation du 1er Mai à Paris.

Tract issu de l'Assemblée générale premier degré 13ème arrdt du vendredi 6 avril avec les syndicats : SNUDI-FO, SNUIPP, SUD-Education, CNT et CGT.

Dans nos écoles la casse des services publics c'est :

- le manque de remplaçants
- la restriction des temps partiels, des détachements, des disponibilités par manque d'enseignants
- le manque d'AVS, l'absence de reconnaissance de leur qualification et leur précarité
- le recours grandissant aux contractuels
- des classes parmi les plus surchargées pour des salaires parmi les plus bas des pays de l'OCDE (ex : un écart de 1500 euros avec l'Irlande, de 2200 euros avec l'Allemagne à 15 ans d'ancienneté)
- le retour du jour de carence et gel du point d'indice salarial
- l'atteinte à notre liberté pédagogique par un contrôle et une normalisation de nos pratiques
- des rythmes scolaires catastrophiques à Paris et qui cassent le cadre national de l'école publique

Cette dégradation constante de nos conditions de travail entraîne à Paris une augmentation continue du secteur privé, au détriment de l'École publique et des populations les moins aisés.

Le projet Action publique 2022 du gouvernement avec ses 120 000 postes de fonctionnaires supprimés, leur remplacement par des contractuels, l'introduction du salaire au « mérite » et ses coupes budgétaires ne fera qu'aggraver la situation dans nos écoles.

Nous étions plus de 50% de grévistes le 22 mars dernier.

Ce n'était qu'un début Continuons la mobilisation !